



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du mardi 31 octobre 2017  
19 heures 00

-----

GF/AS

N° 002191

Déploiement des compteurs LINKY par ENEDIS et/ou ses sous-traitants sur le territoire de la Commune d'Apt de décembre 2017 et mai 2018.

Affiché le :

Le mardi 31 octobre 2017 à 19 heures 00 le Conseil Municipal, convoqué le Mercredi 25 octobre 2017, s'est réuni au nombre de ses membres prescrits par la Loi, dans la SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL, sous la Présidence de **Dominique SANTONI**, Maire.

**ETAIENT PRÉSENTS** : Mme Dominique SANTONI (Maire d'Apt), M. Jean AILLAUD (1er Adjoint), M. André LECOURT (3e Adjoint), Mme Véronique ARNAUD-DELOY (6e Adjointe), M. Patrick ESPITALIER (7e Adjoint), M. Yannick BONNET (9e Adjoint), M. Frédéric SACCO (Conseiller Municipal), Mme Sandrine BEAUTRAIS (Conseillère Municipale), Mme Gaëlle LETTERON (Conseillère Municipale), Mme Laurence GREGOIRE (Conseillère Municipale), M. Jean-Claude ALLAMANDI (Conseiller Municipal), Mme Amel EL BOUYOUSFI (Conseillère Municipale), M. Pascal CAUCHOIS (Conseiller Municipal), M. Laurent GUICHARD (Conseiller Municipal), M. Christophe CARMINATI (Conseiller Municipal), M. Olivier CUREL (Conseiller Municipal), Mme Marie-Christine KADLER (Conseillère Municipale), M. Henri GIORGETTI (Conseiller Municipal), Mme Isabelle PITON (Conseillère Municipale)

**ONT DONNÉ PROCURATION** : Mme Isabelle VICO (2e Adjointe) donne pouvoir à M. Yannick BONNET (9e Adjoint), Mme Emilie SIAS (4e Adjointe) donne pouvoir à M. Jean AILLAUD (1er Adjoint), M. Cédric MAROS (5e Adjoint) donne pouvoir à Mme Véronique ARNAUD-DELOY (6e Adjointe), Mme Marcia ESPINOSA (8e Adjointe) donne pouvoir à M. Frédéric SACCO (Conseiller Municipal), Mme Isabelle TAILLIER (Conseillère Municipale) donne pouvoir à Mme Sandrine BEAUTRAIS (Conseillère Municipale), M. Jean-Louis DE LONGEAUX (Conseiller Municipal) donne pouvoir à Mme Gaëlle LETTERON (Conseillère Municipale), M. Sébastien CHABAUD (Conseiller Municipal) donne pouvoir à Mme Dominique SANTONI (Maire d'Apt), Mme Isabelle MORARD-PONTET (Conseillère Municipale) donne pouvoir à M. Patrick ESPITALIER (7e Adjoint), M. Jean-Louis CULO (Conseiller Municipal) donne pouvoir à M. André LECOURT (3e Adjoint), Mme Fatima ARABI (Conseillère Municipale) donne pouvoir à M. Pascal CAUCHOIS (Conseiller Municipal)

**ABSENTS** : M. Laurent DUCAU (Conseiller Municipal),

La séance est ouverte, Mme Amel EL BOUYOUSFI est nommée Secrétaire.

VOTES POUR : 28

VOTES CONTRE : 0

ABSTENTION(S) : 1

Le conseil est informé que depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2015, ERDF (devenu ENEDIS) a lancé le déploiement national du nouveau compteur dit « intelligent » LINKY.

Ce compteur est présenté comme étant capable de communiquer avec le gestionnaire de réseau pour recevoir et envoyer des informations à distance. Il est avancé que tous les États membres de l'Union européenne doivent adopter ces compteurs communicants.

L'installation de ces nouveaux compteurs est supposée apporter des avantages économiques tels que l'adaptation aux heures creuses et aux heures pleines selon les besoins du client. Elle permettrait une facturation sur consommation réelle et non plus sur estimation. Les prestations seraient moins chères, voire gratuites.

Des courriers ont été déjà adressés aux aptésiens par EDF pour leur annoncer qu'ENEDIS les avertira de la pose du nouveau compteur. Cette opération est supposée ne pas requérir la présence au domicile de l'utilisateur sauf si le compteur est inaccessible. L'installation d'un compteur LINKY serait entièrement gratuite.

Selon le site Internet dédié au déploiement du compteur LINKY, sur le territoire de la Commune d'Apt 55 compteurs LINKY ont déjà été déposés. La pose à venir des autres compteurs interviendrait entre décembre 2017 et mai 2018.

**Lien :** <http://commune.app-linky.fr/index.html>

Ces premiers déploiements survenus en début d'année, n'ont pas fait l'objet d'une communication de la part d'ENEDIS auprès de la municipalité. L'autorité territoriale a été informée au travers des nombreux coups de téléphone des administrés.

La réalité est tout autre et un peu plus complexe que les informations diffusées par EDF et ENEDIS.

L'installation des compteurs LINKY est exposée comme étant une obligation. Le fait de refuser cette installation durant la période de déploiement des nouveaux compteurs est présenté comme pouvant entraîner la résiliation du contrat et la coupure d'électricité.

Pourtant, le 2 février 2016, lors d'une intervention du président du directoire d'ERDF, devant l'Assemblée Nationale, a précisé que l'installation d'un compteur LINKY n'est pas obligatoire : « Obligation nous est faite d'installer de nouveaux compteurs, mais nous n'avons certes pas vocation à forcer la porte de qui que ce soit. »

**Lien :** <http://www.assemblee-nationale.fr/14/cr-eco/15-16/c1516043.asp>

Il n'en demeure pas moins que selon un article publié par la Revue QUE CHOISIR le 6 avril 2017, ENEDIS recommande à ses installateurs de ne pas tenir compte des refus de compteurs LINKY. Extraits : « Ainsi, "dans le cas où le propriétaire ou syndic de copropriété a expressément manifesté son désaccord [...] le technicien peut tout de même entrer et procéder au remplacement du compteur si l'accès à la propriété est réputé se faire librement". Enedis signale tout de même qu'il y a violation de domicile « si l'accès est restreint par une barrière physique ou morale (muret, porte fermée à clé, panneau propriété privée) ».

**Lien :** <https://www.quechoisir.org/actualite-compteur-linky-passage-en-force-d-enedis-n41748/>

Pourtant, l'article 432-8 du code pénal sanctionne « le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public, agissant dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ou de sa mission, de s'introduire ou de tenter de s'introduire dans le domicile d'autrui contre le gré de celui-ci hors les cas prévus par la loi ».

De ce fait, la violation de domicile est retenue lorsqu'elle concerne le local d'habitation, mais également ses dépendances (cave, terrasse, balcon, jardin ou cour) à condition que ces dépendances soient closes. Néanmoins, aucune protection ne peut être reconnue à une cour ou un jardin ouvert sur l'une de ses faces, ce qui permet l'accès à tout venant.

Aussi, lorsque le compteur se trouve accessible depuis la voie publique, sans nécessité de s'introduire dans le domicile, les agents d'ENEDIS pourraient procéder au changement de compteur sans l'accord des usagers. Par contre, si le compteur se trouve dans un local d'habitation et que l'usager a exprimé son refus du compteur, il pourrait être considéré qu'il y a violation de domicile.

Il en ressort que tout abonné qui constaterait qu'un compteur LINKY a été posé en son absence et sans son accord en remplacement de son précédent compteur, dispose de la possibilité de déposer plainte auprès du Procureur de la République du Tribunal de Grande Instance de son département à l'encontre d'ENEDIS ou du sous-traitant ayant procédé à la pose.

Par ailleurs, le conseil est informé qu'il n'a pas été strictement démontré que les rayonnements émis par les compteurs LINKY ne sont pas dangereux pour la santé.

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a classé les rayonnements radio électriques dans la catégorie 2B des agents physiques potentiellement cancérigènes.

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) a été saisie le 30 septembre 2015 par la Direction générale de la santé (DGS) pour la réalisation d'expertise relative à l'évaluation de l'exposition de la population aux champs électromagnétiques émis par les « compteurs communicants ». Au moment de la publication du rapport de l'ANSES courant décembre 2016, il manquait encore l'avis du Centre Scientifique

et Technique du Bâtiment (CSTB). Ces travaux n'étaient pas terminés, il avait été indiqué qu'il serait produit ultérieurement.

Plus précisément, l'ANSES avait alors reconnu que face au manque d'information disponible concernant les modes de communication des compteurs LINKY, elle avait sollicité le CSTB afin qu'il réalise une campagne de mesure permettant de compléter les informations sur l'exposition de la population aux champs électromagnétiques émis par les communications des compteurs LINKY.

Il en ressort que durant un an le compteur LINKY a été déployé de manière expérimentale et sur une grande échelle alors que les informations relatives au risque sanitaire n'étaient pas connues ou maîtrisées de manière complète et exhaustive.

Le rapport complémentaire a été produit par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) en juillet 2017 sur l'évaluation de l'exposition de la population aux champs électromagnétiques émis par les « compteurs communicants ».

L'ANSES n'a pas remis en cause ses conclusions précédentes en matière d'effets sanitaires liés à l'exposition aux compteurs communicants. Toutefois, l'ANSES a reconnu que les données obtenues mettent en évidence un nombre de communications CPL (Courants Porteurs en Ligne) dans les logements plus élevé que celui initialement anticipé sur la base des informations fournies par l'opérateur, entraînant une durée d'exposition plus longue que prévue au domicile.

Il en ressort que la première évaluation formulée par l'ANSES avait été effectuée sur la base d'informations fournies par ENEDIS qui avait manifestement tout intérêt à ne pas fournir des informations susceptibles de contrarier le déploiement des compteurs LINKY.

Par ailleurs et selon le Centre de recherche et d'information indépendant sur les rayonnements électromagnétiques (CRIIREM) ce rapport complémentaire sur lequel l'ANSES a confirmé son avis serait incomplet. Il apparaîtrait que de nombreux paramètres du dispositif LINKY n'ont pas été mesurés et que les risques n'ont toujours pas été correctement évalués. Le CRIIREM relève que contrairement aux affirmations d'ENEDIS, le signal CPL circule en amont et en aval sur les câbles et donc dans les lieux de Vie.

**Lien :** <https://www.criirem.org/autres-emetteurs/compteur-linky-rapport-cstb-avis-criirem>

Enfin, il importe de souligner qu'un recours en annulation a été déposé devant le Conseil d'État pour prononcer l'annulation des avis et rapports de l'ANSES relatifs à l'exposition de la population aux champs électromagnétiques émis par les « compteurs communicants » rendus publics le 14 décembre 2016.

**Lien :** <http://www.santepublique-editions.fr/objects/Recours-conjoint-Linky-Conseil-Etat-ANSES-13-fevrier-2017-anonymise.pdf>

Il en ressort que durant deux ans de plus le compteur LINKY a continué à être déployé de manière expérimentale alors que les informations relatives au risque sanitaire ne sont toujours pas connues ou maîtrisées de manière complète et exhaustive.

Les compagnies d'assurance sont conscientes du problème. C'est pourquoi elles ne prennent pas en charge au titre des garanties figurant dans les contrats habitation, les dommages occasionnés par les ondes électromagnétiques et/ou radio fréquences. Depuis 2003, aucune compagnie d'assurances ne couvre les risques et dommages résultant d'une technologie liée aux champs électromagnétiques.

Par ailleurs, il est à relever qu'ENEDIS pourrait ne pas être assuré pour couvrir ses interventions chez les particuliers et contrevenir ainsi à l'obligation d'assurance à laquelle elle est tenue au titre de l'article 1792-4 du Code civil. Lors d'une intervention, l'assurance responsabilité civile professionnelle est obligatoire et doit être présentée. Or, la société EDF ASSURANCES (Immatriculation RCS Nanterre 412 083 347), est une société de « courtage d'assurances et de réassurances » et non une compagnie d'assurance (Code d'activité NAF 6622Z : Activités des agents et courtiers d'assurances).

Ce défaut d'assurance prive ENEDIS de toute possibilité de contraindre ses clients à accepter le LINKY et ses risques. Personne ne peut contraindre quiconque à assumer un risque pour lequel il n'est pas assuré.

La fiabilité des compteurs LINKY est sujette à caution. Dans la phase d'expérimentation de l'implantation des compteurs il a pu être constaté des dommages (dysfonctionnements et disjonctions intempestifs, pannes ou destruction d'appareils électriques, incendies).

La fiabilité d'ENEDIS l'est pareillement. Ainsi entre le 27 février 2017 et le 17 mars 2017, l'ensemble des points d'alimentation relevant de l'éclairage public ont été maintenus en heures creuses. L'éclairage public a fonctionné en continu (24h au lieu 12h). ENEDIS n'a pas été en mesure de procéder aux corrections qui s'imposaient et n'a pas d'avantage – dans un premier temps – souhaité indemniser la collectivité comme suite au préjudice subi du fait des consommations en surplus. Il a fallu envisager un éventuel contentieux pour la réclamation de la Commune d'Apt soit prise favorablement en considération.

La Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) s'est inquiétée du recueil des données recueillies par les compteurs LINKY et de leur exploitation.

Selon la Loi n° 2006-1537 du 7 septembre 2006 relative au secteur de l'énergie, le fournisseur d'énergie doit assurer le comptage mais il n'est d'aucune manière prévu que le gestionnaire de réseau puisse s'approprier les données spécifiques de consommations personnelles ou de contrôler les puces intégrées dans tous les appareils domestiques destinés à la domotique personnelle. Pourtant, la courbe de charge des compteurs LINKY remonte toutes les dix minutes et permet de décoder la signature électromagnétique de tous les appareils en fonctionnement. Cette connaissance en temps réel de la consommation électrique constitue une véritable intrusion dans notre vie privée.

C'est pourquoi la CNIL a recommandé le 2 décembre 2010 que « pour être destinataire des informations liées aux consommations d'énergie, les fournisseurs d'énergie devront impérativement obtenir l'accord des consommateurs ». Dans un communiqué du 30 novembre 2015, la CNIL a recommandé que l'utilisateur devrait pouvoir « s'opposer » à la fois à l'enregistrement de la courbe de charge en local sur le compteur et à son transfert vers des tiers, « désactiver ce stockage et purger ses données (notamment en cas de déménagement). »

Il en ressort que l'enregistrement et la transmission plusieurs fois par heure de la consommation quotidienne d'énergie aux opérateurs de réseaux et le déploiement obligatoire des compteurs « intelligents » sont incompatibles avec le respect de la vie privée des consommateurs et violent cet article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

C'est ainsi que le 8 juin 2012, le Contrôleur européen de la protection des données (CEPD) a adopté son avis sur le profilage des consommateurs qui permettrait de suivre bien plus que leur consommation d'énergie si des limites claires ne sont pas établies.

Dans cet avis, il est plus particulièrement relevé que : « Le déploiement à l'échelle européenne des systèmes de compteurs intelligents peut apporter des avantages significatifs, il permettra également la collecte massive de données à caractère personnel pour suivre ce que les membres d'un ménage font dans l'intimité de leurs maisons, s'ils sont en vacances ou au travail, si l'un d'eux utilise un dispositif médical spécifique ou un moniteur pour bébé, comment ils aiment passer leur temps libre, etc. [...] Les modèles et profils peuvent être utilisés à de nombreuses autres fins, y compris le marketing, la publicité et la discrimination de prix par des tiers. »

**Lien :** [http://europa.eu/rapid/press-release\\_EDPS-12-10\\_fr.htm?locale=fr](http://europa.eu/rapid/press-release_EDPS-12-10_fr.htm?locale=fr)

Aussi il est important de souligner que plus de 80 % des clients d'EDF ont aujourd'hui des contrats souscrits il y a plus de 7 ans. Les conditions générales et les contrats signés à cette époque n'incluaient ni les fréquences additionnelles ni la captation des données personnelles.

ENEDIS ne peut modifier ces conditions que s'il les notifie au consommateur et en cas de modification substantielle des caractéristiques essentielles du contrat, le consommateur doit donner son accord, ou à défaut résilier le contrat.

S'agissant de la propriété des compteurs susceptibles d'être remplacés par les compteurs LINKY, le conseil municipal est informé qu'aux termes de l'arrêt n° 13NC01303 rendu le 12 mai 2014 par la Cour Administrative d'Appel de NANCY : « Les " compteurs LINKY " sont parties intégrantes des " branchements " au sens des dispositions de l'article 1 du décret n° 2007-1280 du 28 août 2007. Ils font partie des ouvrages basse tension des réseaux publics de distribution [...] et appartiennent donc aux collectivités territoriales ou à leurs groupements désignés au IV de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales. »

La Compétence d'autorité organisatrice d'un réseau public de distribution est actuellement transférée par la Commune au Syndicat d'Électrification Vauclusien. Selon l'article L 1321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le transfert de compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de l'établissement public des biens meubles et immeubles utilisés pour l'exercice de cette compétence. Toutefois, la mise à disposition des biens, et notamment des compteurs électriques, n'emporte pas transfert de propriété.

Aussi, la décision de remplacer les compteurs existants par un compteur communicant n'a pas, par sa nature et sa portée, le caractère d'une décision de gestion. En cas de désaffectation d'un bien du domaine public d'une commune mis à la disposition d'un établissement public, la commune recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur ce bien. La destruction, l'élimination ou le recyclage des Compteurs électriques existants implique leur aliénation, Ce qui suppose une décision préalable de déclassement.

La commune, en tant que propriétaire des compteurs, est seule compétente pour prononcer le déclassement d'un bien de son domaine public et son élimination et l'aliénation des compteurs existants ne peut être envisagé sans le Consentement préalable de la commune et le déclassement préalable des compteurs.

**Considérant**, que la commune, en vertu de son droit de propriétaire du réseau électrique basse tension et de sa compétence générale, peut prendre toute délibération qu'elle estime appropriée dans l'intérêt général.

## **LE CONSEIL À LA MAJORITÉ**

**Constate**, au regard des incertitudes sanitaires que le principe de précaution n'est pas respecté dans le cadre du déploiement du compteur LINKY sur le territoire de la Commune d'Apt dès lors que son innocuité n'a pas été totalement et strictement démontré.

**Constate**, le déficit d'information tant auprès des usagers que de la municipalité dont ENEDIS a fait preuve dans le cadre de ce déploiement.

**Constate**, que les risques liés au déploiement des compteurs LINKY ne sont pas couverts par les compagnies d'assurance qu'il s'agisse des particuliers ou des opérateurs économiques en charge d'installer ces compteurs.

**S'oppose**, à l'installation de compteurs communicants (de type LINKY ou autre) par ENEDIS et/ou ses sous-traitants s'il est démontré que ces derniers ne disposent pas d'une assurance responsabilité civile professionnelle obligatoire couvrant leurs interventions.

**Rappelle**, que selon la recommandation de la CNIL du 2 décembre 2010 que « pour être destinataire des informations liées aux consommations d'énergie, les fournisseurs d'énergie devront impérativement obtenir l'accord des consommateurs ».

**Souligne**, que les données enregistrées dans le système LINKY ne sont pas effaçables et qu'en cas de déménagement, le nouvel occupant pourra consulter la consommation électrique de son prédécesseur ce qui contrevient à l'article 38 de la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, imposant que : « Toute personne physique a le droit de s'opposer, pour des motifs légitimes, à ce que des données à caractère personnel la concernant fassent l'objet d'un traitement. Elle a le droit de s'opposer, sans frais, à ce que les données la concernant soient utilisées à des fins de prospection, notamment commerciale, par le responsable actuel du traitement ou celui d'un traitement ultérieur. »

**S'oppose**, à l'installation de compteurs communicants (de type LINKY ou autre) par ENEDIS et/ou ses sous-traitants s'il n'est pas démontré que les modèles et les profils de consommation ne seront pas utilisés à des fins détournées.

**S'oppose**, à l'intervention d'ENEDIS et/ou ses sous-traitants pour installer des compteurs communicants (de type LINKY ou autre) dans le domicile d'autrui contre le gré de celui-ci.

**S'oppose**, à l'installation de compteurs communicants (de type LINKY ou autre) par ENEDIS et/ou ses sous-traitants dont la durée de vie du matériel est limitée (une quinzaine d'années pour les compteurs et 10 ans pour les concentrateurs) alors que les compteurs actuels, encore en état de fonctionnement, ont une durée de vie supérieure.

**S'oppose**, à la désaffectation ou au déclassement des compteurs du domaine public appartenant à la collectivité.

**Décide**, que les compteurs d'électricité implantés sur le territoire de la Commune d'Apt et propriété de la commune, ne pourront être remplacés par des compteurs communicants (de type LINKY ou autre).

**S'oppose** au remplacement des compteurs existants par des compteurs communicants (de type LINKY ou autre) sans le consentement préalable de la Commune et une décision de désaffectation de la part de son Conseil.

**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE MAIRE**  
**Dominique SANTONI**